

France

À Meyzieu, la droite et l'extrême droite main dans la main contre l'hommage d'un lycée à la boxeuse Imane Khelif

Après une alerte conjointe de l'extrême droite et de l'exécutif LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, un lycée de Meyzieu a repoussé l'inauguration d'une salle polyvalente au nom de la boxeuse algérienne. Au sein de l'établissement, on s'étonne de l'ampleur prise par la polémique.

Elian Delacôte (Rue89 Lyon)

1 mai 2026 à 16h49

Meyzieu (Rhône). – « *Quand on demande des postes supplémentaires, ça ne prend pas une telle ampleur...* » Joint par téléphone jeudi 30 avril, Ludovic* ne cache pas son amertume. Ce professeur du lycée Colonel-Arnaud-Beltrame, à Meyzieu, a suivi avec étonnement la violente polémique qui vise son établissement depuis plusieurs jours. En cause : l'inauguration programmée, le 7 mai, d'une salle polyvalente au nom d'Imane Khelif, une boxeuse algérienne vainqueur des Jeux olympiques de Paris 2024.

Après sa médaille d'or, la championne avait été ciblée par une campagne de harcèlement transphobe. La polémique avait pris de l'ampleur, plusieurs suiveurs accusant la sportive de n'être pas une femme.

Il n'en fallait pas plus pour que l'extrême droite locale s'empare du sujet. La députée Rassemblement national (RN) de la circonscription, Tiffany Joncour, a dénoncé sur le réseau social X une « *dérive wokiste* », quand son assistant parlementaire, Tim Bouzon, candidat malheureux aux municipales dans la ville voisine de Décines-Charpieu, alertait dans un communiqué du RN sur une « *dérive idéologique inacceptable* » et invitait l'exécutif régional « *à intervenir sans délai pour exiger le retrait de cette dénomination* ».



Imane Khelif après sa victoire aux JO de Paris, le 9 août 2024.

© Photo Jiang Wenyao / Xinhua via AFP

Contactée par *Rue89 Lyon*, la région, où le député Les Républicains (LR) Laurent Wauquiez reste omniprésent, n'a pas répondu à nos questions. Mais son très droitier vice-président, Philippe Meunier, avait déjà dégainé sur X, sous une publication de Tiffany Joncour, assurant « *avoir déjà fait le nécessaire pour que cette opération soit immédiatement bloquée* ». Pourtant, sa délégation (aménagement du territoire, entre autres) n'a rien à voir avec l'enseignement et les établissements scolaires.

Dans une réponse apportée au quotidien *Le Progrès*, la collectivité en a rajouté une couche, assurant privilégier « *des personnalités françaises dont le parcours incarne un engagement, un courage ou un combat ayant un lien direct avec l'histoire, les valeurs et le destin de notre pays* ».

« Ambiance pesante »

Au sein du lycée Beltrame, cet emballement politique a sidéré les personnels que *Rue89 Lyon* a pu contacter. « *C'est juste une salle dans un lycée. On se doutait qu'il y aurait des réactions, mais là, c'est disproportionné* », se désole Lucie*, qui a observé le projet pédagogique à l'origine de la polémique. Les élèves étaient invité-es à se prononcer sur le nom choisi pour la salle polyvalente du lycée. « *Le projet était très transparent, en accord avec la direction* », affirment les professeur-es interrogé-es.

« Ça s'inscrivait dans un parcours sur l'égalité fille-garçon. Le but était de nommer une salle du lycée au nom d'une femme exceptionnelle. Il y avait quatorze personnalités en lice, de tous les continents et dans tous les domaines, parmi lesquelles Gisèle Halimi ou la réalisatrice franco-iranienne Marjane Satrapi, retrace Lucie. On était en mars 2025, quelques mois après les JO de Paris, et c'est le nom d'Imane Khelif qui est ressorti. »

Au sein du lycée, les attaques coordonnées de la droite et de l'extrême droite locales ont laissé des traces. Lucie et Ludovic ont noté une « *ambiance pesante* » depuis plusieurs jours. « *On se sent scrutés, on a l'impression que chaque projet peut être remis en cause. C'est très décourageant* », abonde l'enseignante. Selon leurs témoignages, la proviseure de l'établissement, Rachel Vagney, a reçu des menaces et aurait porté plainte.

« Depuis quand l'extrême droite dicte-t-elle aux élèves et aux enseignants leurs choix pédagogiques ? »

Idir Boumertit, maire LFI de Vénissieux

L'incompréhension est d'autant plus forte que, selon les professeur·es interrogé·es par *Rue89 Lyon*, aucun parent d'élève ne s'est plaint de l'initiative, en cours depuis plus d'un an.

Devant la polémique, la direction du lycée a repoussé l'inauguration de la salle, prévue le 7 mai, et soumettra la proposition lors d'un conseil d'administration prévu le 23 juin. Sur X, l'ancien député La France insoumise (LFI) et nouveau maire de Vénissieux, Idir Boumertit, a dénoncé « *les obsessions xénophobes* » de l'extrême droite. « *Depuis quand dicte-t-elle aux élèves et aux enseignants leurs choix pédagogiques ?* », s'est-il étonné.

Interrogé par *Rue89 Lyon*, le lycée nous a renvoyés vers le rectorat de Lyon, qui n'a pas retourné les sollicitations. Également contacté, le maire de Meyzieu, Issam Benzeghiba, n'a pas répondu.

En attendant que la polémique se calme, le lycée Colonel-Arnaud-Beltrame attend toujours des moyens pour accomplir sa mission pédagogique. En mars, les personnels de l'établissement, inauguré en 2023, avaient mené une grève pour dénoncer un manque de moyens et de personnel. Leur grève, fin mars, était restée lettre morte.

Eliau Delacôte (Rue89 Lyon)